



## Cette période de la massification de l'école, ouverte en 1958, est en train de se clore



**François Dubet**

Sociologue et professeur émérite  
à l'université de Bordeaux  
Propos recueillis par Frank Niedercorn

*Spécialiste de l'éducation, le sociologue François Dubet, professeur émérite à l'université de Bordeaux, fait le constat d'un décalage croissant entre la promesse d'égalité portée par notre système scolaire et la réalité d'une école parmi les plus inégalitaires du monde. La solution est à trouver selon lui dans plusieurs chantiers dont celui de la réforme de la formation au métier d'enseignants et dans la lutte contre le séparatisme scolaire grâce à des efforts en faveur de la mixité sociale. Plus profondément, il prône une évolution de notre historique modèle scolaire de l'école républicaine pour aller vers un système plus ouvert, plus démocratique, aux enseignements plus variés.*

**Le slogan « l'école, mère de nos batailles » a été utilisé par Gabriel Attal, comme il l'avait été par Jean-Michel Blanquer. Pourquoi l'école est-elle un sujet si éruptif avec un débat qui semble se répéter sans cesse ?**

Il faut faire un peu d'histoire et remonter à la création de cette école républicaine, celle de Jules Ferry, qui n'a pas vraiment changé de nature jusque dans les années soixante et engendre toujours aujourd'hui une formidable nostalgie. Cette école a été construite comme un projet moral et politique pour « fabriquer » des citoyens comme l'Église « fabrique » des croyants. Elle est née pour transmettre la foi dans le progrès, la nation et la science avec des enseignants, notamment les instituteurs, qui avaient une vocation et incarnaient ces principes. Cette école est restée sanctuarisée à l'abri des passions sociales et a été érigée comme un vecteur de la construction de la République. Il faut tout de même rappeler que c'était une école de classe dans laquelle l'origine sociale jouait un rôle primordial. Dans les années cinquante encore, un enfant d'ouvrier très doué avait beaucoup moins de chance d'entrer au lycée que celui jugé médiocre d'une famille de cadres. Tout a été bouleversé à partir des années soixante avec un changement de modèle scolaire et un processus de massification qui se met en place, grâce auquel chacun entre dans la même école et se destine naturellement à rejoindre le lycée puis l'université. Le changement est considérable ; il conduit à une multiplication par huit du nombre de bacheliers en soixante ans qui représentent désormais 80% d'une classe d'âge contre seulement 11% en 1960.



**On n'entre plus à l'école pour avoir une culture commune mais pour recevoir, à la fin, le diplôme le plus efficace sur le marché du travail. Avec la massification, on assiste à une généralisation de l'emprise des diplômes. Et les familles, qui ont intériorisé le fait que le destin social de leur enfant se joue d'abord à l'école, ont mis en place des stratégies plutôt inégalitaires.**

**Ce phénomène de massification a-t-il permis de supprimer les inégalités scolaires ?**

Non et c'est même une énorme déception. En France comme ailleurs cet idéal selon lequel tout le monde intègre la même école afin que le parcours scolaire ne dépende que du mérite et non de l'origine sociale ne s'est pas concrétisé. Globalement, ce sont toujours les mêmes qui sont admis dans les grandes écoles et toujours les mêmes qui suivent les parcours professionnels. Avec une différence de taille puisque cette inégalité n'est plus la conséquence d'un destin de classe mais le résultat d'un tri scolaire. Autrement dit, le parcours scolaire a remplacé le destin social.

Certes, globalement ce système qui accueille tout le monde est moins inégalitaire que le précédent. Notamment pour les filles qui sont les grandes gagnantes de la massification puisqu'elles sont 50% à quitter l'école avec un diplôme supérieur

contre 39% des garçons. Malgré cela les inégalités perdurent et c'est désormais l'école qui les entretient par le biais d'un mécanisme involontaire constitué d'une agrégation de petites inégalités liées au quartier, à l'école de secteur, à l'orientation, etc. L'autre grande évolution est celle du rapport, de plus en plus instrumental, que l'on a aux études. On n'entre plus à l'école pour avoir une culture commune mais pour recevoir, à la fin, le diplôme le plus efficace sur le marché du travail. Avec la massification, on assiste à une généralisation de l'emprise des diplômes. Et les familles, qui ont intériorisé le fait que le destin social de leur

enfant se joue d'abord à l'école, ont mis en place des stratégies plutôt inégalitaires. Finalement les débats animés actuels autour de l'enseignement privé, des sélections scolaires, des établissements pour riches, des ghettos qui se créent dans les quartiers pauvres sont la conséquence directe des inégalités sociales mais aussi du choix des familles. Nous connaissons tous des gens qui font l'éloge de l'égalité scolaire mais qui préfèrent pour leur enfant un établissement chic. C'est l'un des paradoxes de nos sociétés démocratiques. Nous avons des pratiques individuelles qui n'ont certes rien de scandaleux mais dont nous condamnons pourtant les conséquences collectives.

### **Tout de même l'évolution de la société n'a-t-elle pas aussi joué un rôle ?**

C'est l'autre phénomène marquant : la perte du monopole scolaire sur la culture. Ce constat est d'abord lié à la déchéance du statut de l'instituteur qui avait la même autorité que le prêtre. C'est aussi plus largement dû à l'ouverture au monde dont disposent les jeunes aujourd'hui. À mon époque, l'enfant que j'étais n'avait que l'école pour s'ouvrir et comprendre le monde dans lequel il vivait. Aujourd'hui n'importe quel enfant de douze ans passe beaucoup plus de temps devant ses écrans que devant le tableau de sa classe. Cela joue sur la désaffection du métier d'enseignant. Ce n'est évidemment pas uniquement un phénomène français : Même dans des pays qui rémunèrent très bien le corps enseignant, comme en Allemagne ou en Suède, on observe les mêmes difficultés à recruter. De plus, l'institution s'est elle-même fragilisée face à des élèves qui discutent, qui ont des niveaux très hétérogènes, et à des parents qui s'en mêlent. On l'oublie souvent, mais la création du collège unique a eu pour conséquence de faire entrer l'adolescence à l'école. Et tout enseignant peut vous dire que les jeunes ont bien d'autres préoccupations, légitimes d'ailleurs, que l'intérêt scolaire.

### **La création de ce collège unique a-t-elle entraîné une baisse du niveau scolaire comme on l'entend souvent ?**

Une partie des difficultés du système tient en effet à une contradiction dont on a du mal à sortir et qui apparaît dès la naissance de ce collègue unique en 1975. Dans son discours, très intéressant par ailleurs, le ministre de l'époque, René Haby, explique que le collège unique est le premier cycle du lycée avec des professeurs et non plus des instituteurs, des programmes ambitieux dont l'objectif final est d'entrer à l'université. Mais René Haby dit aussi que ce collège unique est l'héritier de l'école élémentaire et son prolongement jusqu'à l'âge de seize ans. On fait déjà du « en même temps » avec des formules comme « l'élitisme pour tous » qui est d'ailleurs défendu par les syndicats. On n'est jamais sorti de cette ambiguïté, sauf en 2004 avec la commission Thélot qui veut dessiner « l'école du futur » et confirme que le collège unique est le premier cycle du lycée mais définit tout de même un « socle commun »

de connaissances que l'on doit à tous les élèves, quel que soit leur niveau. Cela s'est enlisé, ce socle commun est devenu une sorte de sous-programme et les inégalités ont continué de se creuser. Certains collèges, plutôt dans le privé, fonctionnent comme de petits lycées, tandis que d'autres sont les héritiers de l'école élémentaire. Avec une hétérogénéité extraordinaire puisque aujourd'hui un bon élève de sixième a un niveau en mathématiques supérieur à celui d'un élève faible de troisième. Face à ce paradoxe français, il est intéressant de regarder ce qui a été appliqué à l'étranger où l'on constate souvent qu'un choix clair a été fait en faveur du collège pour tous, quel que soit le niveau des élèves et sans sélection jusqu'à seize ans. Le principe étant que l'on doit à toute une classe d'âge une culture et des compétences communes. En France, les ministres de gauche, je pense à Najat Vallaud-Belkacem notamment, ont essayé de jouer le collège pour tous plutôt que le petit lycée. Ils se sont heurtés aux classes moyennes supérieures, attachées aux sections de latin ou d'allemand et aux filières européennes. Je note que cela évolue car, à ma grande surprise, face à la proposition de Gabriel Attal de recréer les groupes de niveau, les syndicats majoritaires ont réagi négativement. C'est peut-être le signe d'un changement qui consisterait à dire que, dans un système de masse, tous les élèves doivent avoir la garantie de recevoir les connaissances auxquelles ils ont droit. Toutefois, vous ne pouvez pas le faire dans un collège qui continue à mettre en place un système de tri tout en prônant une culture commune. Cette ambiguïté qui n'a jamais disparu depuis la création du collège unique explique en partie la faiblesse des résultats scolaires que la France obtient par rapport à d'autres pays et plus encore les inégalités entre les élèves dans l'école française.

### **Pourquoi notre débat public ne cesse-t-il de tourner autour du « c'était mieux avant » ?**

Il existe en France un sentiment particulièrement fort autour de cette école républicaine, une sorte de nostalgie, alors que tout a changé. Et des enquêtes internationales le montrent. La France, ce pays de l'école républicaine universelle qui doit sauver la nation, est aussi celui dans lequel les élèves ont très peu confiance en eux et où les inégalités scolaires sont plus élevées que ne le laisseraient supposer les seules inégalités sociales. Il faut ainsi noter que d'autres pays s'en sortent mieux de ce point de vue. L'exemple du Canada est intéressant. C'est un pays plus inégalitaire, avec beaucoup d'immigrés, mais l'école est moins inégalitaire qu'en France et beaucoup plus accueillante.

### **Pourquoi les résultats des enquêtes que vous évoquez, et notamment PISA, qui montrent en effet de mauvais résultats n'ont-ils pas été pris en compte ?**

L'enquête PISA est arrivée à la fin des années 1990, à l'époque de Claude Allègre, et a d'abord été dénigrée. Petit à petit, les résultats PISA se sont imposés et

comme ils sont peu flatteurs pour la France, ils ont suscité beaucoup de réactions dont le rituel se reproduit toutefois chaque année. Lors de leur publication en fin d'année, ces résultats génèrent de multiples débats dans les médias et l'on évoque alors une catastrophe nationale. Puis le sujet disparaît de lui-même au bout de quelques semaines. Il faut noter que d'autres pays ont vécu une sorte de « choc PISA » et ont pris les résultats très au sérieux. Je pense par exemple à la Pologne qui, constatant qu'elle était en difficulté, a réformé son système éducatif en insistant sur l'enseignement et la formation des professeurs et a ainsi réussi à améliorer la situation. Il y a quelques années, le parangon de toutes les vertus était la Finlande avec un système peu inégalitaire, les élèves ayant de bons résultats dans une école sympathique et accueillante. Aujourd'hui la référence est Singapour mais je ne suis pas certain que les gens veuillent que leur enfant soit éduqué comme un petit singapourien dans un système ultra-compétitif avec un contrôle social extraordinaire.

### **Face à ces enjeux, comment réformer un système et cette énorme machine qu'est l'Éducation nationale et qui semble être condamnée au statu quo ?**

On se trouve face à deux problèmes de nature sociologique mais différents. Le premier c'est de savoir s'il est raisonnable de continuer à gérer l'Éducation nationale selon cette organisation bureaucratique homogène qui produit un système parmi les plus inégalitaires du monde et à l'opposé de ce qu'il devrait être. Dans une telle machine, avec ses règles abstraites et universelles, l'enseignant sous l'autorité d'un ministre et d'un inspecteur qu'il ne voit quasi jamais est plus autonome que s'il dépendait d'un chef d'établissement ou de ses collègues. La seconde difficulté est peut-être encore plus délicate à surmonter car dans notre système il existe des gagnants et des perdants. Politiquement, il est très difficile de se mettre à dos ces gagnants du système que sont les catégories moyennes supérieures. Si vous leur enlevez les grandes écoles, les classes préparatoires, vous supprimez ce qui leur permet de se reproduire. Car aujourd'hui, à l'exception des catégories les plus fortunées, la reproduction familiale passe bien davantage par le diplôme que par l'héritage du pavillon de banlieue. Donc qu'a-t-on fait en France ? On a créé des dispositifs. Et je le constate sans critiquer les responsables politiques car il suffit de se mettre une minute à leur place pour comprendre que c'est difficile. On a mis par exemple plus d'argent dans les établissements défavorisés ou bien on a créé des filières spéciales. Pour quels résultats ? Les études du ministère montrent que, malgré les zones d'éducation prioritaire REP et REP +, les mécanismes de ségrégation scolaire sont toujours à l'œuvre. Le ministère de l'Éducation nationale fait en effet preuve d'une grande transparence avec le souci de s'évaluer en permanence. Et les conclusions de ces évaluations disent en substance : « Au fond cela n'a pas changé grand-chose, mais sans cela ce serait pire. » Au niveau politique, on a des déclarations très volontaristes, comme celle sur

le « choc des savoirs », mais elles ne produisent pas de réel changement. Cela donne donc un sentiment de piétinement finalement assez déprimant, notamment pour les professeurs qui n'ont pas le moral et on peut les comprendre.

### **On entend souvent qu'il faudrait investir davantage alors que les enquêtes, comme celle de l'Institut Molinari publiée en fin d'année dernière, montrent que la France investit beaucoup avec un quasi-doublement des dépenses par élève de 1985 à 2022, mais qu'elle le fait mal et gaspille énormément. Dans ces conditions, que faudrait-il faire ?**

La France, quoi qu'on en pense, investit en effet de plus en plus dans l'école. Le coût de l'année scolaire pour un élève de l'école élémentaire ou du collège a augmenté. On peut évidemment soutenir qu'il faudrait dépenser davantage, mais la question fondamentale n'est pas là et c'est d'ailleurs un reproche que l'on peut faire aux syndicats. Il faut d'abord se demander pourquoi dépenser plus. On pourrait par exemple décider de faire baisser la moyenne des élèves de 30 à 27 individus par classe. Cela coûterait des milliards d'euros, mais si la pédagogie n'évolue pas rien ne changera. Certes, il faut plus de moyens, notamment parce que les enseignants sont mal payés, mais cela ne suffira pas. Notre problème récurrent reste l'absence de réel débat sur ce sujet fondamental de l'école. Ce fut le cas durant la dernière campagne présidentielle que j'ai suivie de façon très attentive. À droite on demandait l'examen à l'entrée en sixième, le retour de l'autorité ou de l'uniforme - qui n'a d'ailleurs jamais existé. Et à gauche on réclamait une augmentation des moyens pour continuer à faire ce qui ne marche pas. Que faire donc ? Le projet de la grande réforme globale de l'Éducation nationale, qui concernerait plus d'un million de fonctionnaires et des dizaines de millions d'élèves, est à mon avis un fantasme. On peut en revanche définir des chantiers. J'en vois trois. Le premier sujet, essentiel, reste celui de la formation des enseignants. Le métier n'est plus celui qu'il était, il suppose de travailler en équipe, de faire évoluer la pédagogie. Les pays qui s'en sortent le mieux ont organisé un système de recrutement et de formation professionnelle. Il est à l'opposé de notre système à la française dans lequel on part d'un niveau académique complété de quelques stages puis d'un apprentissage qui s'effectue en réalité sur le tas. Or, cet enseignement professionnalisant est indispensable. Enseigner c'est un métier et cela s'apprend. J'insiste sur un aspect que tout le monde a pu observer dans sa vie, c'est « l'effet prof », ce fait du hasard par lequel un élève tombe sur un bon ou un moins bon instituteur en CP et qui est décisif pour la suite de son parcours scolaire. Plus les enseignants seront tenus pour des professionnels, plus ils pourront mettre en œuvre les méthodes les plus efficaces là où ils sont ; plus ils travailleront ensemble, plus les établissements auront une marge d'autonomie sans que l'unité de l'école soit menacée ; en tous cas sans qu'elle soit plus menacée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

**Un autre sujet est, selon vous, celui de la mixité scolaire dont vous dites qu'elle recule alors qu'il faudrait la faire avancer.**

Oui, cette lutte contre le séparatisme scolaire constitue à mon avis le deuxième chantier indispensable à mener si l'on veut lutter contre les inégalités scolaires qui augmentent et les écarts qui se creusent avec d'un côté l'entre-soi des riches et de l'autre la ghettoïsation des plus pauvres. On observe ainsi que 10 % des collègues accueillent l'immense majorité des élèves d'origine sociale très favorisée tandis qu'à l'opposé 10 % des collègues concentrent la plupart des enfants d'ouvriers ou de parents au chômage. Cette situation n'est acceptable ni sur le plan scolaire ni sur le plan civique. Si l'on arrive à une situation dans laquelle les jeunes ne se croisent jamais plus sur les bancs de l'école, je nous prédis de grandes déconvenues. Les évaluations de ces politiques favorisant la mixité montrent pourtant deux choses. La première c'est que le niveau des plus forts ne baisse pas au contact des plus faibles. C'est primordial car les parents sont toujours terrorisés à cette idée. La seconde c'est que le niveau des élèves en difficulté progresse un peu et surtout, qu'en vivant ensemble, le climat scolaire s'en trouve grandement amélioré. Najat Vallaud-Belkacem, quand elle était ministre, avait mené une expérimentation sur 82 territoires. Celle-ci avait montré qu'il était possible d'atténuer ces inégalités en agissant sur la mixité des établissements, sur le financement des institutions privées, en trouvant des modes de régulation. L'approche consiste à confier aux territoires et aux acteurs locaux le soin de trouver les meilleures solutions pour construire cette mixité. Il faut surtout renoncer à l'idée que la Rue de Grenelle peut édicter une solution applicable partout. Le troisième problème, qui est peut-être un peu philosophique, est de se demander s'il est bon que l'école ait le monopole de la définition du mérite et donc du tri des individus. J'ai de ce point de vue beaucoup aimé le premier confinement qui a permis de découvrir que les routiers, les éboueurs, les caissières, les infirmières, etc., ces gens pas nécessairement très qualifiés scolairement, étaient plus utiles que les premiers de la classe. Il y a donc peut-être à imaginer pour l'école des systèmes de formation avec d'autres acteurs conduisant à ce que la totalité d'un destin ne se joue pas forcément à l'école. On peut avoir d'autres qualités que celles requises au niveau scolaire et qui ne sont pas moins nécessaires au bien commun. Dans la culture française, il y a toujours

ce retour à une théologie républicaine. Avec pour modèle « l'élitisme pour tous » qui porte en lui l'idée que la réussite scolaire est plus légitime et que la réussite professionnelle est insupportable. Cet idéal affirme que tout le monde a le droit d'accéder à l'élite mais la question qui se pose est de savoir ce qu'on fait de ceux qui n'y accèdent pas.

**Dans l'un de vos ouvrages vous parlez d'un désenchantement de l'école. Comment faudrait-il donc la réenchanter ?**

Tout d'abord il faut être conscient que cela ne se décrète pas. Cela dit, je pense qu'il faut passer de l'école républicaine, dominée par de grands principes qui tombent un peu sur la tête des élèves comme les dix Commandements, à l'école démocratique, dans laquelle les individus se forment dans un espace démocratique de débats, de discussions, d'expérience, etc. Quand je dis cela, on me rétorque que je suis favorable à la fin des savoirs et de la culture. Ce n'est évidemment pas le cas, mais je suis intimement convaincu que les formes de transmission ont complètement changé de nature. Je suis favorable à une école dans laquelle on apprend en faisant les choses. J'interrogeais des lycéens il y a quelques années, par ailleurs très bons, qui me disaient : « Ce qui est terrible au lycée c'est qu'on ne fait jamais rien. » En effet on apprend, on fait des exercices, par exemple des exercices scientifiques, et puis on récite, mais on ne pratique pas les sciences. Une nouvelle approche est pourtant d'autant plus impérative que l'école se trouve face à un redoutable défi avec le numérique et l'intelligence artificielle. Je rencontre des enseignants qui trouvent que ChatGPT rédige après tout de bonnes dissertations et pas simplement pour le niveau de seconde. Il va falloir que l'école soit plus éducative, quitte à renoncer à cette idée qu'elle incarne la seule institution capable d'éduquer, d'élever et de « trier » les gens. Il faudrait élargir les modes d'apprentissage. De ce point de vue, il y a toutefois de bonnes nouvelles avec la multiplication des formations en alternance qui sont plutôt prisées des élèves. Je pense que cela va se faire naturellement car l'écart grandissant entre l'idéal de cette promesse de justice sociale et la réalité est tel que plus personne n'est vraiment dupe. Tout le monde prend conscience de ces contradictions et l'on arrive au bout d'une histoire. Je crois que cette période qui s'est ouverte en 1958 avec la massification de l'école est en train de se clore.

## BIOGRAPHIE

**François Dubet est sociologue, professeur émérite à l'université de Bordeaux, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est l'auteur ou a participé à une quarantaine d'ouvrages sur les mouvements sociaux et l'éducation. Il a publié avec Marie Duru-Bellat, *L'École peut-elle sauver la démocratie ?* Paris, Seuil, 2020. Son dernier ouvrage a été écrit avec Najat Vallaud-Belkacem, *Le Ghetto scolaire*, Paris, Seuil, *La République des Idées*, 2024.**